



La soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 382

27 juin 2014



Les nouvelles courent

Vacances d'été

Prenez note que les bureaux du Collectif tourneront au ralenti pour un mois à compter du 11 juillet. En espérant que vous pourrez, vous aussi, profiter du soleil et prendre du bon temps avec vos proches, l'équipe de travail vous souhaite de passer un bel été.

Au plaisir de vous retrouver à la rentrée!

Campagne d'ATD Quart Monde contre les idées fausses sur la pauvreté

« On vit bien sur le BS », « Les pauvres ne veulent pas travailler », « On n'a pas les moyens d'en finir avec la pauvreté »... Combien de fois avons-nous entendu ce genre d'idées toutes faites? Pour mettre fin aux mythes et préjugés entourant la pauvreté, ATD Quart Monde, un mouvement international pour l'éradication de la pauvreté et un membre du Collectif, a produit une série d'outils sous forme de fiches et d'affiches.

Pensés et conçus avec des personnes vivant en situation de pauvreté, ces outils démontent d'une manière à la fois simple, claire et efficace certaines idées fausses qui nuisent à notre lutte pour une plus grande justice sociale.

Pour en apprendre davantage sur la campagne, devenir l'unE de ses partenaires ou commander des fiches et des affiches, rendez-vous au www.atdquartmonde.ca/ideesfausses

Ensemble, on peut en finir avec les idées fausses sur la pauvreté!

On sonne les cloches pour un Québec sans pauvreté

Une action retentissante!



En vue du prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté, attendu d'ici la fin de l'année 2015, le Collectif mène une série d'actions visant à interpeller le gouvernement. C'est dans le cadre de cette série d'actions que le 29 mai dernier, des cloches ont sonné dans une douzaine de régions du Québec.

Faisant écho aux revendications portées par le Collectif, les gens se sont rassemblés pour rappeler au gouvernement qu'il est impératif d'introduire à son plan d'action des mesures à la fois respectueuses des droits humains et efficaces pour éliminer la pauvreté au Québec.

Cette action nationale visait également à dénoncer le fait qu'au Québec, 842 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base et qu'entre deux chèques, entre deux payes, y'en ont pas assez pour se loger, manger, s'habiller, se soigner, se déplacer pis arriver*. Cette mobilisation sonore a donc fait vibrer, en plus des cloches, l'importance d'une plus grande justice sociale.

Quelques jours plus tard, le gouvernement du Québec a déposé un budget austère qui atteste de son obsession pour l'équilibre budgétaire. Le budget Leitão, dénoncé par

l'ensemble du mouvement social du Québec, est une invitation à intensifier la mobilisation et à confirmer notre entêtement pour un Québec plus juste.

Face aux récents choix budgétaires du gouvernement, il ne faudra ni baisser les bras ni manquer d'ardeur dans la lutte. Pour que les revendications du Collectif soient prises en considération dans le prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté, il ne faudra ni s'essouffler ni manquer de battants**. Si l'on souhaite éliminer la pauvreté, réduire les inégalités socio-économiques et contrer les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté, il faudra, pour paraphraser le ministre des Finances lui-même, « se mobiliser sérieusement, parce que la situation est sérieuse ».

Gardez vos cloches à portée de main... On se reverra très bientôt pour la suite de cette campagne!

* Ce passage est tiré du discours Oyez... Oyez... Oyez! qui a été prononcé par les participantEs à la manière des crieurs publics d'autrefois.

**Le battant est la pièce interne de la cloche qui permet de la faire résonner... et de faire écho à notre indignation!

On sonne les cloches pour un Québec sans pauvreté

En photo!



Gaspésie

VêtuEs de leurs dossards bleus, les militantEs de la Gaspésie se sont rassembléEs sur le parvis de l'église de Saint-Bonaventure!

Crédit photo : Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté

Lanaudière

Action Populaire des Moulins a su rassembler une quarantaine de personnes sur le parvis de l'église St-Henri à Mascouche.

Crédit photo : Action Populaire des Moulins



Mauricie – Trois-Rivières

Le Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP) ainsi que des militantEs de la région ont sonné les cloches avec enthousiasme!

Crédit photo : COMSEP

On sonne les cloches pour un Québec sans pauvreté

En photo! (la suite)



Québec

À Québec, une cinquantaine de personnes se sont réunies devant les bureaux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le ministre François Blais aura-t-il entendu le carillon qui sonnait notamment à son intention?!

Crédit photo : Mathieu Goulet

Montréal

Serge Petitclerc (porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté), Jonathan Bouchard (président de la Fédération étudiante universitaire du Québec), Alexa Conradi (présidente de la Fédération des femmes du Québec) et Danielle Casara (présidente du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain) ont pris la parole alors que des militantEs faisaient sonner leurs cloches sur les marches de la Place des Arts.



Lac Saint-Jean

Une soixantaine de personnes ont répondu à l'appel du Comité pour un Québec sans pauvreté du Saguenay-Lac-Saint-Jean et se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de St-Félicien, où se trouve le bureau du premier ministre Philippe Couillard.

Crédit photo : Jean-Paul Asselin



On sonne les cloches pour un Québec sans pauvreté

En vidéo !

Le rassemblement à Sherbrooke a été organisé par le Comité régional estrien pour un Québec sans pauvreté. L'un de ses membres, la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie, en a profité pour produire une superbe vidéo qu'on peut visionner au : <https://www.youtube.com/watch?v=r7RWtRNpda&feature=youtu.be>

Crédit vidéo : David Bélanger de la TACAE

Création de deux commissions

Vers un « dialogue social » ou un dialogue de sourds?

Il y a deux semaines, le gouvernement du Québec a annoncé coup sur coup la mise en place de deux commissions importantes : l'une sur la révision permanente des programmes, l'autre sur la fiscalité québécoise. Deux commissions qui, chacune à leur manière, auront à redéfinir, une nouvelle fois, le rôle de l'État ainsi que son mode de financement.

L'élite qui s'entretient avec elle-même?

Le gouvernement du Québec insiste pour dire que cette démarche doit reposer sur un « dialogue social ». Sur le principe même, il n'y a évidemment rien à redire; on ne peut qu'applaudir. Par contre, au vu de la composition des deux commissions, on peut se poser de sérieuses questions. Pourquoi les 13 commissaires nommés par le gouvernement sont-ils tous issus de l'élite économique et politique québécoise? Pourquoi n'avoir sélectionné que des gens qui partagent a priori une seule et même vision de l'État et de la fiscalité, celle du néolibéralisme? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas cru bon devoir nommer des commissaires d'horizons diversifiés, dont des représentants des mouvements sociaux, des gens issus du milieu de l'économie sociale, des citoyenNEs en situation de pauvreté et de la classe moyenne? Le gouvernement souhaiterait que le « dialogue social » annoncé tourne en dialogue de sourds qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Profiter de l'occasion

Malgré cet écueil, le Collectif considère tout de même qu'une telle démarche a le mérite de nous offrir collectivement l'occasion de participer, pendant plusieurs

semaines, à un large débat sur le Québec dans lequel nous voulons vivre. C'est la raison pour laquelle le Collectif a l'intention de prendre part aux deux commissions et de favoriser, à sa manière, la participation de ses membres et d'organisations alliées. Il a aussi l'intention d'utiliser toutes les tribunes pour crier haut et fort son refus de vivre dans le monde froid des banquierEs, des comptables et des économistes qui n'ont d'yeux que pour le libre jeu du marché, lui préférant de loin un monde construit sur des valeurs de justice sociale et d'égalité.

Apprendre de ses erreurs

Si le gouvernement devait utiliser les commissions qu'il vient de mettre sur pied en tant que processus de légitimation de ses partis pris idéologiques, qu'il s'attende ce faisant à trouver le mouvement social québécois sur son chemin. L'histoire récente du Québec le montre : un gouvernement, même majoritaire, ne peut pas faire ce qu'il veut, il doit d'abord recevoir l'aval de la population, sans quoi ses projets tombent à l'eau. Souvenons-nous du « printemps érable », en 2012, qui a montré à ceux et celles qui en doutaient qu'une large portion de la population reste attachée au « modèle québécois » et à la justice sociale. Souvenons-nous aussi de l'ancien premier ministre Jean Charest qui avait promis d'opérer une « réingénierie de l'État » et qui, face à la grogne populaire et syndicale, avait dû réviser ses folles ambitions passablement à la baisse. Souvenons-nous enfin de la « révolution culturelle » de l'ex-ministre des Finances Raymond Bachand, où là encore la montagne avait accouché d'une souris.

(suite à la page suivante)

Bref, il est à espérer que l'actuel gouvernement aura su apprendre des erreurs de ses prédécesseurs et qu'au lieu d'attiser la colère populaire en agissant unilatéralement, il saura non seulement écouter ce qu'ont à dire les citoyenNES et les organisations qui les représentent, mais aussi tenir

compte véritablement de leurs propositions et aspirations lorsque viendra le temps de prendre des décisions budgétaires et politiques difficiles. C'est en tout cas la grâce que le Collectif souhaite aux QuébécoiSES!

Budget du Québec 2014-2015

Une dizaine d'inspecteurs de plus à l'aide sociale, qu'en dites-vous?

On pouvait lire récemment dans le Journal de Montréal que le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'apprête « à embaucher une dizaine de nouveaux employés pour débusquer les fraudeurs de l'aide sociale ».

La question de la fraude à l'aide sociale en est une délicate et sensible... Cette nouvelle peut susciter diverses réactions, selon votre analyse de la situation. Le Collectif a répertorié quelques-unes de ces réactions possibles. À vous de voir si l'une d'elles correspond à votre prise de position personnelle!

L'exaspéréE

« Bon, ils vont encore fouiller dans les poches des plus pauvres pour vérifier si toutes les miettes qui s'y trouvent leur étaient bien destinées. Qu'ils commencent donc par ajouter les paliers d'impôt qui manquent! C'est toujours la même affaire : enlever aux gens qui n'ont pas grand-chose pour le redonner à des gens qui en ont déjà trop. Tout ça sous prétexte de rembourser la dette qu'eux autres mêmes ont empirée en diminuant les impôts.

Quand est-ce qu'ils vont finir par comprendre que, c'que ça prend, c'est un revenu qui couvre leurs besoins de base, qui leur permet de se loger, de manger, de se déplacer et de s'habiller?! »

L'empathique

« Franchement! Avec le revenu auquel on a droit quand on est sur l'aide sociale, c'est bien normal qu'il y ait de la fraude. J'appelle pas ça de la fraude, j'appelle ça de la survie! L'aide sociale n'est pas suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins de base. Que le gouvernement fasse le calcul, il en manque quelque part. Les gens doivent trouver ce qu'il manque, pis les banques alimentaires ne comblent pas tous les besoins.

Si les personnes déclaraient tout ce qu'elles doivent faire pour manger à la fin du mois... Le scandale, ce n'est pas la fraude, c'est la pauvreté! »

L'optimiste

« Bon, ben peut-être qu'en faisant ça, le gouvernement va pognier les quelques fraudeurEs qui nuisent à l'image des assistéEs sociaux. Pendant un bout de temps, les journaux vont pouvoir faire leurs choux gras avec ça... Mais une fois qu'il n'y en aura plus de fraudeurEs à l'aide sociale, ben les gens vont peut-être arrêter d'avoir des préjugés, pis ils vont admettre que ça n'a pas de maudit bon sens leur situation, qu'il faut leur donner plus d'argent pour arriver. »

L'en-colère

« S'ils veulent vraiment lutter contre les fraudeurs, ils devraient aller fouiller dans les papiers des boss des grosses compagnies, pis des gens qu'on voit à la Commission Charbonneau. S'ils veulent vraiment récupérer de l'argent, c'est là qu'ils vont en trouver! »

L'incrédule

« Voyons donc! Comment ça se fait qu'ils disent qu'il n'y a p'us d'argent nulle part, pis qu'ils en trouvent pour attraper quelques personnes ayant oublié de déclarer une partie de leurs revenus, faite en pelletant des entrées ou en faisant des ménages?

Moi je ne comprends rien dans leurs affaires. Comment ça se fait qu'ils n'arrivent pas à mieux s'organiser? Un jour, ils vont ben comprendre que pour réduire les coûts de la pauvreté, le mieux, c'est d'investir pour l'éliminer. »

Le relativiste

« La fraude à l'aide sociale n'est pas plus importante que dans les autres ministères, même si c'est souvent l'impression qu'on donne. Pourtant, dans un cas comme dans l'autre, on parle d'environ 3 %. En tout cas, ce n'est certainement pas à l'aide sociale que les fraudeurEs ont les plus grandes perspectives de gains!!!

Au moins, cette année, le gouvernement du Québec a augmenté le budget de la lutte à l'évasion fiscale de 111 millions de dollars. L'évasion fiscale serait de l'ordre de 3,5 milliards de dollars en manque à gagner pour l'État... Est-ce qu'on lutte suffisamment contre l'évasion fiscale? Certainement pas. Mais au moins, les efforts augmentent.

En guise de conclusion...

La position du Collectif pourrait rassembler une partie de chacune de ces réactions. Le Collectif n'endosse pas la fraude, mais cette décision politique, c'est-à-dire engager 10 inspecteurs supplémentaires à l'aide sociale, nourrit les préjugés, en laissant croire que les personnes assistées sociales sont des fraudeuses potentielles. Qu'est-ce qui est prioritaire dans une société aussi riche que la nôtre : contrôler l'émission de chèques non conformes ou améliorer le revenu des personnes et les aider à se (re) trouver un emploi?

En tout cas, ce qui est certain, c'est que ça doit faire plus mal à une personne qui reçoit 610 \$ par mois de perdre 30 \$ reçus en trop qu'à un millionnaire de rembourser les 50 000 \$ qu'il avait évité de payer en impôt. »

Le calculateur/la calculatrice

« Dix inspecteurEs de plus coûteront, mettons, 600 000 \$. Mais considérant que pour 13 sous investis, le gouvernement récupère un dollar, d'un point de vue strictement comptable, ça se défend. Ça devrait lui rapporter environ 4,6 millions \$...

J'espère juste qu'on ira chercher cet argent-là dans les poches des vraiEs fraudeurEs et pas en harcelant des gens qui ont fait des erreurs de bonne foi et qui ne demandent rien de mieux que de les corriger. »

Le prévoyant/la prévoyante

« Les sommes versées en trop à l'aide sociale sont la plupart du temps le résultat d'une erreur de bonne foi! Le Ministère devrait offrir un peu plus de soutien aux personnes pour remplir leur demande et pour faire les modifications par la suite. Considérant que la moitié de la population a des difficultés de lecture, c'est bien normal qu'il y ait des erreurs! Le plus choquant, c'est qu'en plus ils sous-financent les groupes communautaires qui soutiennent ces personnes. »



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca

Budget du Québec 2014-2015

Un nouvel élan pour la réingénierie

Québec, le 4 juin 2014 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté dénonce la poursuite du projet de transformation de l'État prévue par le gouvernement du Québec. Une réingénierie qui néglige les personnes les plus pauvres au profit d'un équilibre financier à court terme ne peut que nuire au développement et à la justice sociale.

Le budget du Québec 2014-2015 poursuit le démantèlement des acquis de l'État-providence. « Depuis 1996, les différents gouvernements du Québec ont manqué du courage et de l'audace nécessaires pour prendre leurs distances face aux tendances mondiales plutôt conservatrices. Ils parlent d'innovation et de rigueur, mais se contentent de répéter les mêmes vieilles recettes qui ont pourtant prouvé leurs limites», de dénoncer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

En s'acharnant sur l'atteinte de l'équilibre budgétaire de l'État, le gouvernement se prive des retombées positives qu'entraînerait l'équilibre budgétaire des ménages. « Au Québec, près d'un million de personnes vivent en situation de pauvreté. Plusieurs d'entre elles perçoivent un revenu couvrant à peine la moitié des ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins de base. Des transferts permettant à ces personnes de se nourrir, de s'habiller et de se loger convenablement amélioreraient leur santé. Mais en plus, d'un point de vue purement économique, ce nouvel argent serait réinjecté dans l'économie locale puisque c'est à l'épicerie ou dans une boutique du coin que seront dépensés ces dollars que l'on pourrait qualifier de vitaux. Et ça, ce serait très bon pour le Québec », de poursuivre le porte-parole du Collectif.

Le gouvernement du Québec aurait avantage à porter un regard différent sur les finances publiques. Plutôt que de s'acharner à réduire les dépenses de l'état, il gagnerait beaucoup à favoriser la mise en place de nouvelles sources de revenus. « Ces compressions nuisent à l'accessibilité et à la qualité des services publics. Mais

en plus, à trop vouloir limiter certaines dépenses à court terme, le gouvernement contracte une dette à long terme sur le dos des personnes les plus pauvres. Par exemple, plus de 20% des dépenses en santé sont directement liées à la pauvreté. On le sait, les conditions de vie difficiles des personnes en situation de pauvreté nuisent à leur santé. Mais plutôt que d'agir en amont en améliorant le revenu du cinquième le plus pauvre, le gouvernement préfère payer pour des soins supplémentaires », de préciser M. Petitclerc.

Par ailleurs, les compressions dans les mesures d'insertion à l'emploi et dans les services administratifs au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) inquiètent le Collectif. « Ces compressions auront des impacts importants sur les services offerts aux personnes assistées sociales. Plus pernicieux encore, le seul département du MESS qui semble en développement, c'est celui du recouvrement. Cette décision politique nourrit les préjugés laissant croire que les personnes assistées sociales sont des fraudeuses potentielles. Est-ce que le nouveau ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. François Blais, est d'accord avec cette décision et juge, lui aussi, qu'il est prioritaire de contrôler l'émission de chèques non-conformes plutôt que de soutenir davantage les personnes dans leur retour en emploi? » de questionner M. Petitclerc.

Si le gouvernement prétend ouvrir les portes pour faire entrer l'espoir, le Collectif sent plutôt le vent mordant de l'austérité. « On ne peut pas juste ouvrir les portes. C'est beau de créer l'espoir, mais ça prend des mesures concrètes pour améliorer le revenu des personnes, parce qu'on ne vit pas que d'espoir, monsieur le ministre », de conclure Monsieur Petitclerc.

